

formelle en tant de paroles. Cependant, si la discussion dont nous sommes menacés durant toute la session, qu'elle soit de longue ou de courte durée, est aussi décousue que l'a été le discours de l'honorable député, depuis une heure, je crois que nous ne pouvons nous attendre ni à des coups sérieux, ni à des blessures graves. J'ai entendu l'honorable député lorsqu'il a été heureux—j'entends heureux à son point de vue—dans ses remarques vigoureuses, insinuantes, précises et polies ; mais son discours sans limites, son va-et-vient incontrôlable autour des trois questions dont il a parlé pendant deux ou trois heures, a été quelque peu surprenant et a démontré que les forces perdues dans la dernière campagne électorale, n'ont pas encore été entièrement recouvrées.

Eh bien ! M. l'Orateur, quel a été le poids des deux discours que nous avons eus de la gauche ? On a dit, premièrement : " que le gouvernement et son parti ont été sérieusement harcelés ; deuxièmement, que nous, c'est-à-dire, l'opposition, avons été battus ; troisièmement, que nous avons été battus injustement ; quatrièmement, que les négociations projetées ont été une moquerie du commencement jusqu'à la fin ; Son Excellence a été trompée, le peuple du Canada a été fraudé ; et puis, il n'y a qu'un seul moyen de sortir de cette humiliation que le gouvernement a attirée sur le Canada : c'est d'adopter notre politique." Et, M. l'Orateur, je laisse aux membres de cette chambre qui ont entendu le long discours de l'honorable député, de dire si cet honorable député a dit quoi que ce soit de nature à définir clairement la politique qu'il nous demande d'adopter, ses points essentiels, ses principes. Quant à l'assertion que le gouvernement est revenu sérieusement harcelé, nous sommes ici, dans tous les cas, et si les honorables députés veulent examiner les rapports de l'élection de 1887, ils pourront voir que le gouvernement est sorti plus fort de la dernière lutte, qu'il n'était sorti de l'élection de 1887. Et je crois qu'ils y verront aussi—bien que ceci tienne un peu de la prophétie—que ce qui est arrivé de 1887 à 1891, arrivera également de 1891 à 1895 : et voici sur quoi je base cette prophétie, dans le moment : c'est que le programme que les honorables députés de la gauche ont à présenter au peuple, n'est pas le moins du monde plus fort aujourd'hui qu'il n'était en 1887, mais, bien au contraire, qu'il est plus faible. L'honorable chef de l'opposition a déclaré que son parti avait été battu par des moyens injustes. Il s'est plaint du fait que la dissolution avait eu lieu. Depuis la publication de la proclamation annonçant des élections, il a déploré ce fait dans toutes les assemblées où il a parlé. Il a attribué sa défaite à l'adoption de l'acte de remaniement des comtés. Est-ce le cas ? Aucune loi de ce genre n'a été adoptée depuis 1882. Le même acte délimitant les diverses circonscriptions électorales, lequel se trouvait dans nos statuts en 1882 et 1887, s'y trouve encore aujourd'hui.

M. MULOCK : Est-ce une loi juste ?

M. FOSTER : Depuis 1882 jusqu'à présent, il ne s'est pas passé de jours sans que d'honorables membres de la gauche nous aient dans leurs discours politiques déifiés d'en appeler au peuple, mais ils n'ont jamais demandé avec insistance que l'acte de remaniement des comtés fût préalablement révoqué. Mais ce qui étonne, c'est que les endroits où ils ont été le plus complètement défaits, sont justement

ceux que quelques-uns qualifieront, peut-être, de rognures, de fragments insignifiants de comtés. Mais, en réalité, qui sont, d'après moi, des parties intégrantes et importantes du pays où l'acte de remaniement de 1882 n'a été aucunement appliqué. Comment la gauche explique-t-elle sa défaite écrasante dans la Colombie Anglaise, dans le Nord-Ouest et au Manitoba ? Comment explique-t-elle les brèches ouvertes dans l'Île du Prince Edouard, dans ses rangs qui avaient toujours été solides auparavant ? Comment explique-t-elle la proportion de treize à trois dans la représentation que le Nouveau-Brunswick nous envoie contre elle ? Comment explique-t-elle la puissante phalange envoyée contre elle par la Nouvelle-Ecosse ? Peut-elle nous expliquer tout cela au moyen de l'acte de remaniement ? Non, puisque cet acte n'a été aucunement appliqué dans ces endroits.

La dénonciation de cet acte, M. l'Orateur, est simplement un prétexte de la gauche pour amontrir sa chute, pour amoindrir, si c'est possible, aux yeux du pays l'importance de la défaite qu'elle a subie, au lieu du triomphe qu'elle promettait avec tant de confiance, si on lui permettait de se présenter devant l'électorat.

Non, M. l'Orateur, il ne faut pas chercher dans l'acte de remaniement la cause de la défaite subie par la gauche. Cette cause a une origine plus sérieuse. Pour la trouver, il nous faut chercher dans son programme politique des cinq ou dix dernières années ; il nous faut chercher dans ses aptitudes pour gouverner, dans ses vacillations, sa politique irresolue depuis 1878 ; il nous faut aussi se rappeler la pierre qu'elle a offerte au peuple au lieu de pain. Ces faits, et non l'acte de remaniement, sont les seules causes de sa défaite dans l'urne électorale.

Les honorables membres de la gauche, qui ont pris la parole, ont allégué aussi une autre raison en attribuant leur insuccès au fait que les listes électorales n'avaient pas été révisées. Mais, si quelques-uns ont le droit de se plaindre de ce fait, vous les trouverez parmi les conservateurs. Il est bien connu que les conservateurs ne s'étaient pas occupés de leurs listes et que la grande confiance affichée par la gauche avant les élections, s'appuyait surtout sur le fait que les vieilles listes, comme elle le disait ouvertement, lui étaient favorables. Elle ne les a considérées, nulle part, comme lui étant défavorables.

La gauche a commencé sa propagande en 1887, et depuis cette époque jusqu'au temps des dernières élections, il ne s'est pas écoulé un seul mois qui n'ait vu ses membres à l'œuvre, ou durant lequel nous n'avons vu circuler ses brochures par tout le pays, durant lequel ses orateurs n'ont pas tenu la campagne, et durant lequel ses amis de l'autre côté de la frontière ne l'ont pas pourvue du nerf de la guerre.

Les vieilles listes désavantageuses, dites-vous ! Mais l'honorable député d'Oxford-sud n'a cessé de parcourir le pays, d'une extrémité à l'autre, six mois avant l'élection, déclarant à ses amis des villes, à son retour des comtés ruraux, qu'une révolution s'était opérée dans l'électorat, que toutes les populations se soulevaient contre la politique du gouvernement, que tout ce qui restait à faire aux libéraux était de serrer leurs rangs et que la victoire leur était assurée !

Le gouvernement, ajoutait-il, pouvait faire les élections aussitôt qu'il le voudrait. Eh bien ! les